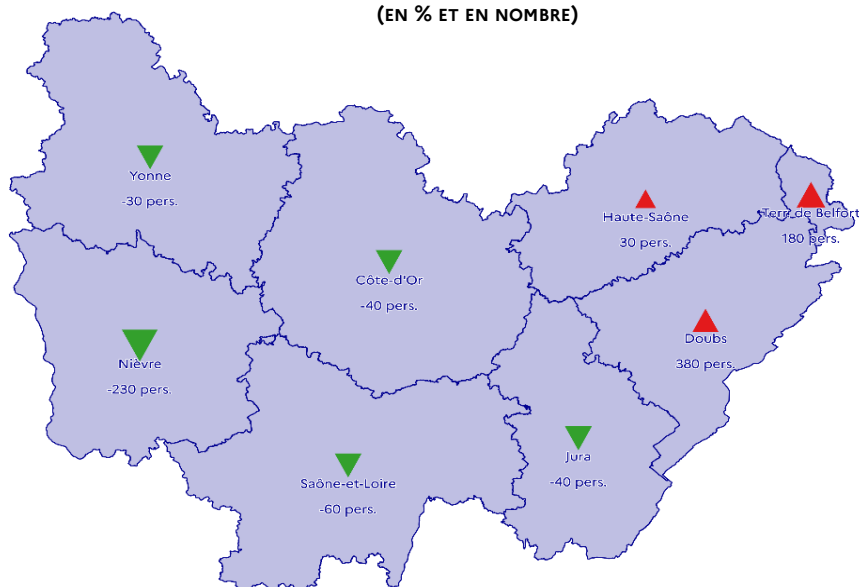


MARCHÉ DU TRAVAIL, ÉCONOMIE ET SOLIDARITÉS

RÉGION BOURGOGNE - FRANCHE-COMTÉ

ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (CAT. A) AU 2^{ÈME} TRIMESTRE 2023 (EN % ET EN NOMBRE)



France métropolitaine : Evolution DEFM Cat. A :
- 0,1 % par rapport au 1^{er} trimestre 2023

Source : Pôle emploi-Dares, STMT

Au premier trimestre 2023

L'emploi salarié (privé et public) augmente en Bourgogne-Franche-Comté par rapport au 4^e trimestre 2022, soit 1 500 emplois supplémentaires. Cette progression est toujours soutenue par le développement des contrats en alternance, ces derniers représentant un peu plus de 40 % de la hausse de l'emploi régional ce trimestre. Au niveau des secteurs d'activité, l'emploi progresse dans les services marchands hors intérim (+0,7 %) alors qu'il se replie dans l'industrie (-0,2 %) et la construction (-0,4 %). Le recours à l'intérim se replie (-2,6 %) après une progression au cours du 2^{ème} semestre 2022. Le recours à l'activité partielle tend à diminuer : environ 4 800 salariés seraient en activité partielle en moyenne chaque mois, après 7 600 au 4^{ème} trimestre 2022. Le nombre de foyers bénéficiaires du RSA (environ 58 700) est moins élevé qu'il y a un an (-1,5 %, soit -890).

Au deuxième trimestre 2023

Le volume d'heures autorisées pour recourir à l'activité partielle est moins élevé qu'au 1^{er} trimestre. Les défaillances d'entreprises, plus nombreuses qu'il y a un an, menacent davantage d'emplois. La demande d'emploi de catégorie A progresse légèrement après deux trimestres de baisses consécutives, même si toutefois le volume de demandeurs d'emploi reste faible. La hausse est exclusivement portée par les hommes, certainement en lien avec la moins bonne tenue de l'emploi dans l'industrie et la construction. La demande d'emploi (cat. A) progresse nettement chez les 25-49 ans et dans une moindre mesure chez les moins de 25 ans. En revanche, la situation des inscrits de 50 ans ou plus semble s'améliorer. En parallèle, le nombre de demandeurs d'emploi en activité réduite (cat. B et C) diminue fortement. Au total, la demande d'emploi ABC continue de reculer (-0,6 %). Les sorties de Pôle Emploi diminuent en raison des entrées en stage ou en formation et des reprises d'emploi moins fréquentes. Les inscriptions sont moins nombreuses malgré une hausse des entrées faisant suite à une fin de missions d'intérim ou un licenciement économique.

► CHIFFRES CLÉS

• DEMANDEURS D'EMPLOI EN FIN DE MOIS (DONNÉES CVS)

Cat. A : **99 570** (+ 0,2 % sur un trim.)
Cat. B, C : **95 200** (- 1,5 % sur un trim.)
Cat. A, B, C : **194 770** (- 0,6 % sur un trim.)

• TAUX DE CHÔMAGE (DONNÉES CVS)

6,2 % au 1^{er} trimestre 2023
0,0 pt par rapport au 4^{ème} Trim. 2022
(France métropolitaine : 7,1 % ; 0,0 pt)

• EMPLOI SALARIÉ

996 080 au 1^{er} trimestre 2023
+ 0,2 % par rapport au 4^{ème} Trim. 2022

• RECOURS À L'INTÉRIM

36 830 intérimaires au 1^{er} trimestre 2023
- 2,6 % par rapport au 4^{ème} Trim. 2022

La demande d'emploi

Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Bourgogne-Franche-Comté :

Données CVS-CJO

	T2 2023	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
Catégorie A	99 570	+0,2	-2,5
Catégories B, C	95 200	-1,5	-2,8
Catégories A, B, C	194 770	-0,6	-2,6

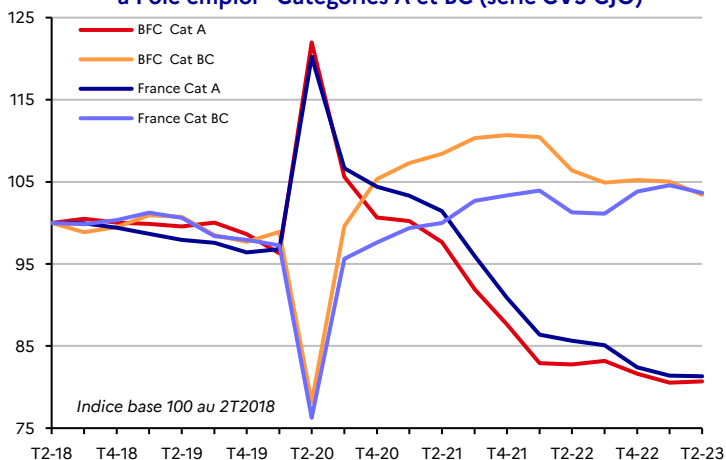
France métropolitaine :

Données CVS-CJO

	T2 2023	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
Catégorie A	2 799 500	-0,1	-5,0
Catégories B, C	2 268 100	-0,9	+2,4
Catégories A, B, C	5 067 700	-0,4	-1,9

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Evolution des demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi - Catégories A et BC (série CVS-CJO)



Données CVS-CJO	BFC			France	
	T2 2023	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégorie A					
Hommes	51 670	+0,7	-2,2	+0,2	-5,1
< 25 ans	7 600	+1,9	+2,3	+0,8	+2,3
25 - 49 ans	29 280	+1,7	-1,8	+1,0	-5,6
50 ans et plus	14 790	-1,7	-5,0	-1,6	-7,4
Femmes	47 900	-0,4	-2,8	-0,4	-5,0
< 25 ans	6 430	-1,4	-0,8	+0,1	+2,0
25 - 49 ans	27 580	+0,4	-1,6	+0,3	-5,0
50 ans et plus	13 890	-1,4	-6,0	-1,9	-7,7
Total	99 570	+0,2	-2,5	-0,1	-5,0
< 25 ans	14 040	+0,4	+0,9	+0,4	+2,1
25 - 49 ans	56 850	+1,1	-1,7	+0,6	-5,3
50 ans et plus	28 680	-1,6	-5,5	-1,7	-7,5

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Données CVS-CJO	BFC			France	
	T2 2023	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Hommes	94 690	-0,4	-1,9	-0,2	-1,3
< 25 ans	13 200	+0,8	-1,8	+0,4	+1,5
25 - 49 ans	56 180	-0,3	-2,0	-0,1	-1,4
50 ans et plus	25 300	-1,2	-1,8	-0,6	-2,3
Femmes	100 090	-0,9	-3,3	-0,7	-2,4
< 25 ans	11 840	-1,7	-6,0	-0,1	+0,1
25 - 49 ans	58 630	-0,8	-2,9	-0,6	-2,5
50 ans et plus	29 610	-0,8	-3,1	-0,9	-3,1
Total	194 770	-0,6	-2,6	-0,4	-1,9
< 25 ans	25 050	-0,4	-3,8	+0,2	+0,8
25 - 49 ans	114 810	-0,5	-2,4	-0,4	-2,0
50 ans et plus	54 920	-1,0	-2,5	-0,7	-2,7

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Depuis 2018, la publication commune Dares-Pôle Emploi est trimestrielle et présente la moyenne sur le trimestre passé du nombre de demandeurs d'emploi inscrits, ainsi que les flux d'entrées et de sorties. La moyenne trimestrielle correspond à la somme des effectifs ou des flux pour les trois mois du trimestre considéré, divisée par trois. En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Les catégories de demandeurs d'emploi :

- **catégorie A** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, sans emploi ;
- **catégorie B** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78 h ou moins sur un mois) ;
- **catégorie C** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 h sur un mois) ;
- **catégorie D** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi (en raison d'une formation, d'une maladie...) y compris les demandeurs d'emploi en contrat de sécurisation professionnelle (CSP), sans emploi ;
- **catégorie E** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi, en emploi (par exemple, bénéficiaires de contrats aidés, créateurs d'entreprise).

Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO	BFC			France	
	T2 2023	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Moins de 1 an	107 370	-0,2	+2,8	0,0	+4,1
DELD :					
1 à 2 ans	36 550	+0,9	-3,4	+1,4	0,0
2 à 3 ans	17 150	-3,5	-19,9	-1,9	-20,8
3 ans et plus	33 690	-2,2	-7,3	-3,2	-10,3
Total DELD	87 400	-1,2	-8,6	-1,0	-8,6
Part des DELD	44,9%	-0,2 pt	-2,9 pt	-0,3 pt	-3,2 pt

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Les demandeurs d'emploi indemnisés

Données brutes provisoires	T1		Moyenne annuelle	
	2023	2023	2023	2022
Assurance chômage	86 890	86 890	86 210	
Solidarité - Etat	9 110	9 110	10 930	
Autres	2 190	2 190	2 120	
Total DE indemnisés	98 190	98 190	99 260	
Formation	7 640	7 640	8 440	
Part des DE indemnisés* :				
BFC	47,4%			

Source : Pôle emploi

*Part des DE indemnisés : Total des Demandeurs d'Emploi indemnisés / DEFM de Cat. A, B, C, D, E en données brutes

Avertissement : conformément à la méthodologie utilisée par Pôle emploi pour le calcul des demandeurs d'emploi indemnisés, les dernières données sont des estimations. Elles sont rendues définitives en glissement annuel avec un recul de 6 mois.

Les flux d'entrées à Pôle emploi par motif

Données CVS-CJO	BFC			France	
	T2 2023	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Fin de contrat	3 330	-0,3	+0,6	-2	-2,1
Fin de mission d'intérim	1 640	+5,1	+10,1	0	+2,6
Démission	1 100	-5,2	+6,8	-3	+7,4
Rupture conventionnelle	1 250	-5,3	-2,3	-4	-2,0
Licenc. économique	280	+7,7	-9,7	+3	-11,1
Autre licenciement	1 220	-8,3	-13,5	-8	-13,6
Première entrée ⁽¹⁾	960	-2,0	-10,3	-1	-6,6
Retour d'inactivité ⁽²⁾	3 870	-1,8	+9,3	+0	+15,7
Réinscription rapide ⁽³⁾	3 360	-1,8	+2,4	0	+2,0
Autre motif ⁽⁴⁾	1 260	-3,1	+4,1	+0	+0,8
Motif indéterminé	1 520	-6,7	-16,5	-4	-11,5
Total	19 800	-2,1	+0,3	-2	+0,5

(1) Inscription à Pôle emploi d'une personne qui se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive.

(2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation.

(3) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...).

(4) Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi.

Les flux de sorties à Pôle emploi par motif

Données CVS-CJO	BFC			France	
	T2 2023	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Reprise d'emploi déclaré ⁽¹⁾	2 890	-4,0	+5,9	-3,3	-14,5
Entrée en stage ou formation	2 200	-6,0	-9,5	-3,7	-2,9
Arrêt de recherche**	2 010	0,0	0,0	-0,8	-0,4
dont maladie	1 190	-2,5	-4,0	-0,7	+4,5
Cessation d'inscription					
pour défaut d'actualisation	9 540	-3,5	-4,6	-0,5	+0,7
Radiation administrative	2 110	+1,4	+6,0	+3,6	+6,8
Autre cas ⁽²⁾	1 600	-2,4	+4,6	-0,5	+5,7
Total	20 350	-3,0	-1,6	-0,9	-1,5

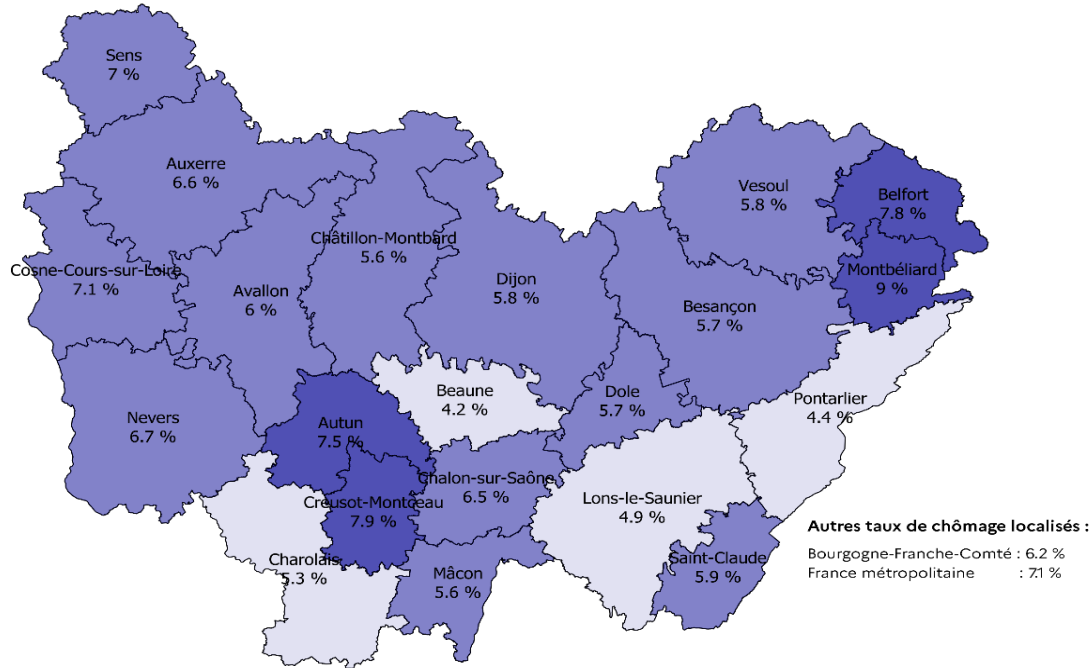
**Maternité, maladie, retraite...

(1) Uniquement celles connues de Pôle emploi.

(2) Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.

Le taux de chômage par zone d'emploi

Taux de chômage localisés en moyenne sur le 1er trimestre 2023



Source : Insee, Taux corrigés des variations saisonnières

Les contrats aidés, l'alternance et l'insertion

Les entrées dans les dispositifs

Données provisoires	BFC			France
	T2 2023	Cumul 2023	Var.(%)/cumul 22	Var.(%)/cumul 2022
Contrats aidés (prescriptions) :				
PEC dont :	842	1607	-4,3	-28,3
jeunes	271	501	-0,1	-0,4
seniors	244	453	-	-
bénéficiaires RSA	161	280	-	-
DELD	447	855	-	-
TH	155	280	-	-
résidents QPV	88	156	-15,7	-28,9
résidents ZRR	338	665	-5,5	-33,3
éducation nationale	17	34	-20,9	+7,4
CIE Jeunes	468	980	-2,2	-57,5
Mesures d'accompagnement :				
PACEA	2 422	4 675	+3,6	-8,9
dt résidents QPV	342	620	+3,9	nd
CEJ*	2 526	5 587	+17,3	+18,8
Aides à l'embauche :				
Emplois Francs**	154	330	-0,3	-10,7
Alternance :				
Contrat apprentissage (au 1T 2023)				
- secteur public	16	16	-20,0	+25,0
- secteur privé	1 378	1 378	+21,2	+8,0

Les données France sont des données France entière

nd : non disponible

* Depuis le 01/03/2022, date de début du dispositif.

** Données arrêtées à la semaine 26

Les salariés présents dans les dispositifs

Moyenne trimestrielle Données provisoires	BFC		France
	T2 2023	Var.(%)/trim. année précédente	Var.(%)/trim. année précédente
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
PEC	1 864	-30,7	-44,4
Mesures d'accompagnement :			
PACEA	11 431	-37,2	-36,1
CEJ*	4 661	-	-
IAE (au 4T 2022)	8 242	-1,8	+0,8
dont ACI	3 218	+3,0	+6,6
dont AI	2 847	-8,1	-9,6
dont EI	1 061	-0,3	+5,8
dont ETTI	1 116	+0,8	+4,8

Sources des tableaux :

Entrées :

PEC (Parcours Emploi Compétence), CIE Jeunes, Emplois Francs : DGEFP

PACEA (Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie) : ARML

(Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-Franche-Comté, i-milo et DGEFP

CEJ (Contrat d'engagement jeune) : DGEFP

Contrat d'apprentissage : DARES-Système d'information sur l'apprentissage (SIA)

IAE : ASP, traitement Dares

Stock :

PEC : DARES

PACEA et CEJ : ARML de Bourgogne-Franche-Comté

IAE : ASP, traitement Dares

Les entrées dans l'Insertion par l'Activité Economique

Données provisoires	BFC			France
	T4 2022	Cumul 2022	Var.(%)/ cumul 21	Var.(%)/ cumul 2021
IAE	2 210	10 102	-7,9	-4,4
dont ACI	781	3 378	+3,1	+3,8
dont AI	672	3 342	-19,4	-22,0
dont EI	264	1 227	-1,1	+8,7
dont ETTI	493	2 155	-6,5	+5,0

Source : ASP, traitement Dares

IAE : Insertion par l'Activité Economique

ACI : Ateliers et Chantiers d'insertion

AI : Associations Intermédiaires

EI : Entreprises d'insertion

ETTI : Entreprises de Travail Temporaire d'Insertion

► De nombreuses mesures existent pour encourager l'emploi à destination des entreprises ou des personnes en difficulté et les dispositifs présentés ici n'en représentent qu'une partie. Il est d'usage de distinguer :

✓ Les dépenses ciblées en faveur du marché du travail pour assurer le financement des services assurés par les organismes destinés aux chômeurs (Pôle emploi, Missions locales...), la formation professionnelle, les contrats aidés, les mesures à destination des travailleurs handicapés, les aides à la création d'entreprise pour les chômeurs, l'indemnisation du chômage...

✓ Les dépenses générales en faveur de l'emploi qui ne s'adressent pas spécifiquement à des personnes en difficulté sur le marché du travail mais le plus souvent à des entreprises à travers la réduction du coût du travail par des allègements de cotisations sociales ou fiscaux. Les dépenses sociales à la lisière des politiques d'emploi qui comportent une dimension "d'activation" peuvent compléter ces politiques (RSA, AAH)

Les dépenses pour l'emploi en France représentent 144 milliards d'euros en 2019 (soit 5,6 points de PIB), dont 63 milliards d'euros pour les dépenses ciblées et 81 pour les dépenses générales.

Pour plus d'information consultez le bilan annuel de la DARES :

[Les dépenses en faveur de l'emploi et du marché du travail | DARES \(travail-emploi.gouv.fr\)](https://travail-emploi.gouv.fr/les-depenses-en-faveur-de-l-emploi-et-du-marche-du-travail)

Les entreprises

Créations d'entreprises

Données brutes	BFC	
	T1 2023	Evol./T1 2022 (en %)
Créations d'entreprises	8 369	+0,6
dont :		
Entreprises individuelles	1 086	-4,3
Micro-entrepreneurs	5 456	+3,6
Sociétés	1 827	-4,5
Nombre de créations d'entreprises hors micro-entrepreneur	2 913	-4,4
dont :		
Industrie	368	+30,0
Construction	333	-4,9
Commerce	589	-23,0
Services	1 623	-1,6
Total des créations sur 12 mois glissés	11 702	-3,3

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

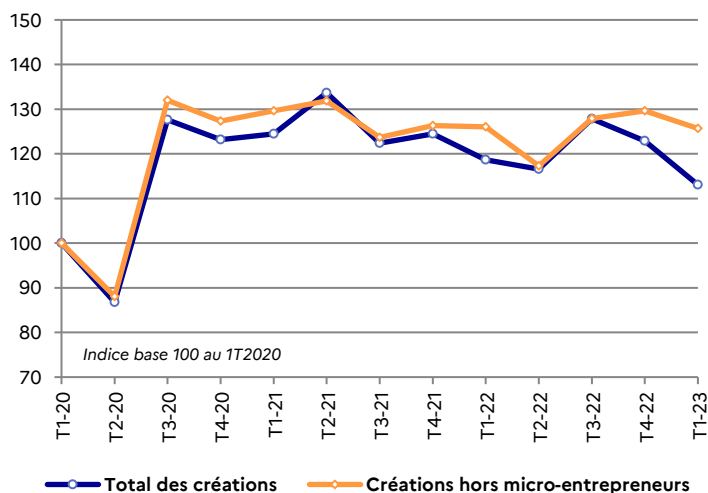
Source : INSEE-REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Avertissement :

Depuis la publication de janvier 2022, les créations d'entreprises sont calculées selon un dispositif rénové. Il en résulte un relèvement, en niveau, de l'historique des créations d'entreprises.

Pour en savoir plus : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6327330#documentation>.

Evolution des créations d'entreprises (données CVS)



—●— Total des créations —◆— Créations hors micro-entrepreneurs

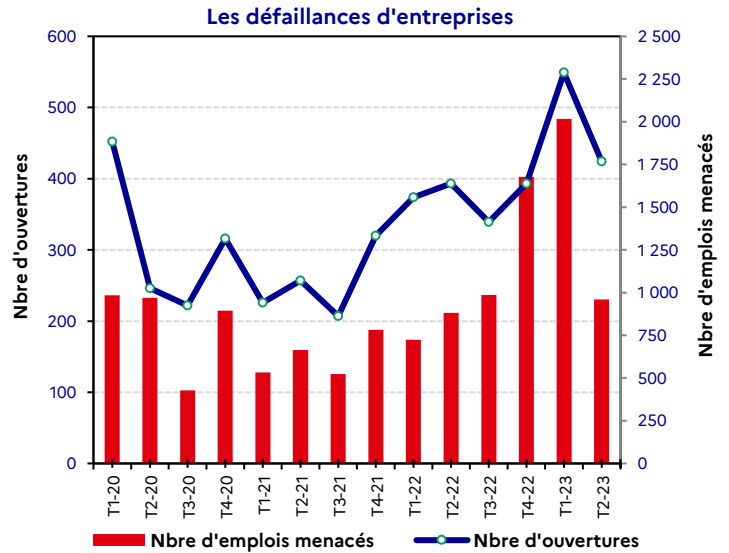
Défaillances d'entreprises

Ouvrures de procédures	BFC	
	T2 2023	Evol./T2 2022
(en %)		
Nombre d'ouvrures de procédures	424	+7,9
dont :		
Sauvegardes	8	-52,9
Redressements judiciaires	132	+32,0
Liquidations judiciaires directes	284	+2,9
dont :		
PME de 50 sal. et plus	s	s
Nombre d'emplois menacés	959	+8,9
dont :		
Agriculture	22	-15,4
Industrie	87	-56,5
Construction	183	-3,2
Commerce	250	+85,2
Services	417	+26,0
Total des ouvrures sur 12 mois glissés	1 705	+31,8

Source : Société ALTARES-BODACC/Traitement Dreets BFC-SESE

n.s. : non significatif

s : secret statistique



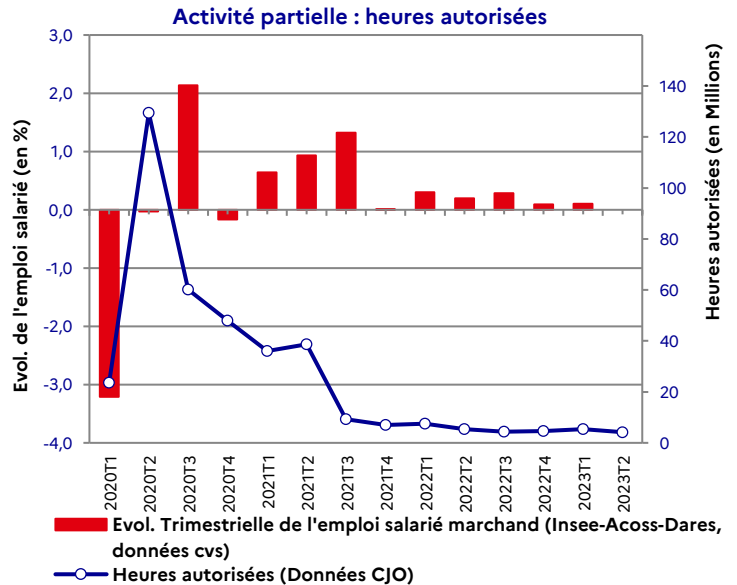
Activité partielle

Données CJO*	BFC	
	T1 2023	T2 2023
Heures autorisées		
Nombre de demandes en cours	852	691
Volume d'heures autorisées	5 351 345	4 178 696
dont :		
Agriculture	1 952	1 203
Industrie	4 438 742	3 548 955
Construction	108 944	69 287
Commerce	97 623	62 269
Services	704 084	496 982
Etablissements autorisés	789	625
dont :		
étabs de 50 sal. et plus	219	193
Nombre de salariés concernés**	41 130	36 618
Total heures autorisées 12 mois glissés	19 719 423	18 536 828

Source : DARES/Dreets BFC

* corrigées des effets des jours ouvrables

** en moyenne sur le trimestre



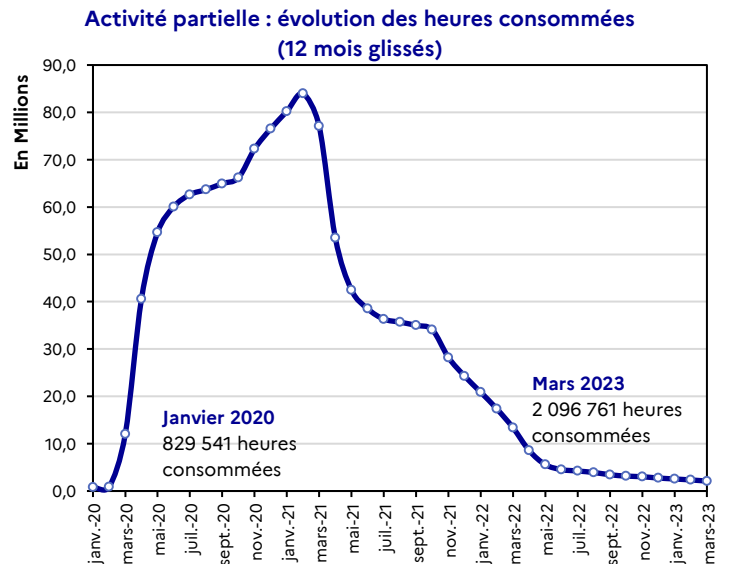
Heures consommées	BFC	
	T4 2022	T1 2023
Nombre d'heures consommées*	461 773	384 676
dont :		
Agriculture	241	828
Industrie	369 177	266 763
Construction	3 347	11 684
Commerce	18 710	15 384
Services	70 298	90 016
Etabs ayant consommé des heures	444	447
dont :		
étabs de 50 sal. et plus	136	114
Nombre de salariés concernés**	7 608	4 795
Total heures consommées 12 mois glissés	2 739 365	2 096 761

Source : DARES/Dreets BFC

* un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

** en moyenne sur le trimestre

Avertissement : Les consommations d'activité partielle sont provisoires et susceptibles d'être révisées



Les Mouvements de Main-d'Œuvre

Bourgogne - Franche-Comté		Industrie	Construction	Commerce	Services	Ensemble
1er trimestre 2023						
Embauches		9 046	4 589	17 105	132 648	163 388
Répartition en %		5,5	2,8	10,5	81,2	100,0
dont en % :						
	CDD	42,2	42,9	57,9	85,5	79,0
	< 25 ans	25,1	26,0	43,3	22,6	25,0
	25 - 49 ans	56,9	60,6	42,3	50,3	50,1
	50 - 54 ans	8,2	7,0	5,2	9,5	8,9
	55 ans ou plus	9,8	6,4	9,2	17,6	16,0
	Femmes	38,0	10,4	56,5	63,5	59,8
Sorties		8 820	4 662	16 747	129 595	159 824
Répartition en %		5,4	2,9	10,2	79,3	100,0
dont en % :						
	Fins de CDD	27,2	23,1	49,2	82,8	74,5
	dont CDD < 1 mois	35,7	24,7	66,4	90,1	86,7
	Demissions	27,3	33,5	20,7	7,0	10,4
	Licenciements économiques	3,0	2,3	1,1	0,3	0,6
	Licenc. non économiques	13,3	15,6	8,3	3,0	4,5
	Retraite	9,7	4,4	2,4	1,1	1,8
	Ruptures Conventionnelles	7,0	8,9	4,5	1,3	2,2
	< 25 ans	21,1	24,6	40,5	22,1	24,1
	25 - 49 ans	48,5	56,1	42,0	49,5	48,8
	50 - 54 ans	8,2	7,0	5,0	9,4	8,8
	55 ans ou plus	22,2	12,3	12,5	18,9	18,2
	Femmes	37,8	10,3	57,7	63,8	60,2

Les mouvements de main-d'œuvre (MMO) recensent l'ensemble des embauches et des fins de contrats de travail au niveau des établissements. Ils permettent de mesurer les entrées et les sorties selon le type de contrat, la durée des contrats et les motifs de sorties.

La source : les déclarations sociales nominatives (DSN)

Le champ : établissements employeurs (1 salarié et plus) du champ privé hors agriculture, hors contrats intérimaires et hors particuliers employeurs

Précautions d'utilisation

L'écart entre les entrées et les sorties mesuré chaque trimestre via les mouvements de main-d'œuvre ne correspond pas à la variation trimestrielle issue des estimations d'emploi produites par l'Insee, en collaboration avec l'Acos et la Dares (cf. rubrique "emploi salarié" de cette publication).

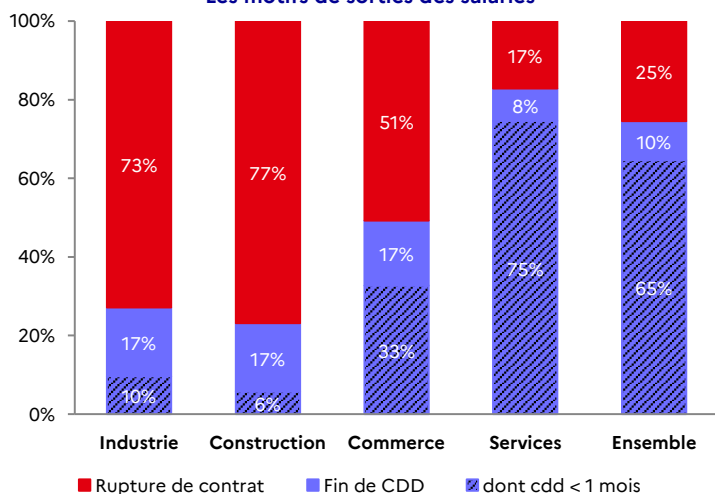
Pour en savoir plus :

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnees/les-mouvements-de-main-doeuvre>

Source : Dares, MMO-données brutes

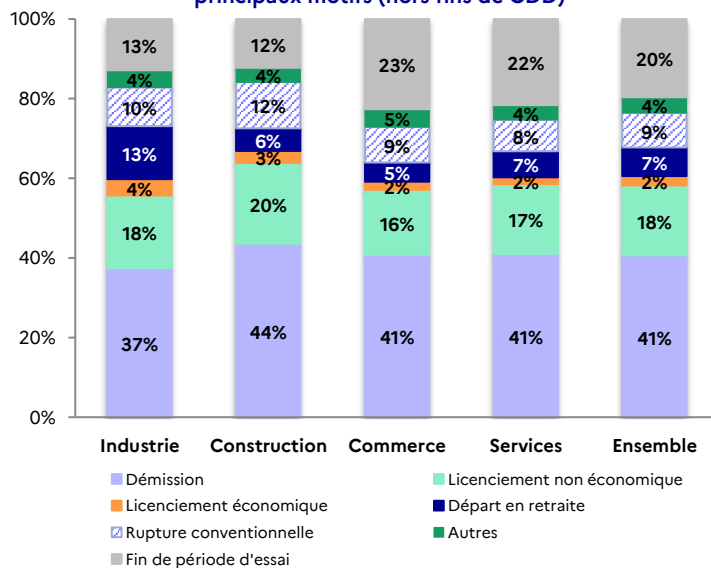
Lecture : Au 1er trimestre 2023 parmi les embauches dans l'industrie 42,2 % sont des CDD. Les licenciements économiques représentent 3 % des sorties des salariés de l'industrie contre 0,6 % tous secteurs confondus.

Les motifs de sorties des salariés



Lecture : dans le commerce, 33 % des sorties sont des CDD de moins d'un mois arrivés à terme.

Les ruptures de contrats de travail selon les principaux motifs (hors fins de CDD)



Lecture : dans l'industrie, 37 % des contrats ont pris fin suite à une démission.

Bourgogne - Franche-Comté		< 25 ans	25 - 49 ans	50 - 54 ans	55 ans ou plus	Femmes	Femmes de - de 25 ans
1er trimestre 2023							
Actifs en emploi (en %)		10,3	59,4	13,8	16,5	52,0	30,7
Embauches		40 873	81 860	14 557	26 098	97 782	23 917
dont en % :							
	CDD	77,8	75,6	81,7	89,9	83,7	81,8
Sorties		38 489	78 074	14 102	29 159	96 203	23 003
dont en % :							
	Fins de CDD	73,7	72,8	79,3	77,7	80,1	78,8
	dont CDD < 1 mois	82,6	86,4	89,8	91,3	88,1	84,3
	Demissions	10,8	13,0	8,0	3,8	8,1	8,9
	Licenciements économiques	0,1	0,7	0,9	0,8	0,5	0,1
	Licenc. non économiques	6,5	4,1	4,4	3,0	3,3	4,7
	Retraite	0,0	0,0	0,0	10,0	1,4	0,0
	Ruptures Conventionnelles	1,0	3,1	2,4	1,4	1,8	0,8

Lecture : parmi les personnes 55 ans ou plus nouvellement embauchées, 89,9 % ont signé un CDD.

Source : Dares, MMO ; Insee-RP 2019, actifs en emploi de 15 ans ou plus (hors agriculture)

L'emploi salarié

Effectifs salariés par secteur d'activité

Avertissement :

Les estimations trimestrielles d'emploi sont révisées sur le passé car elles bénéficient de plusieurs changements méthodologiques. Les alternants sont désormais inclus explicitement dans les statistiques d'emploi salarié. Pour en savoir plus :

https://www.insee.fr/fr/statistiques/documentation/Emploi_note

Bourgogne - Franche-Comté 1 ^{er} trimestre 2023 (Données CVS)	Emploi hors intérim					Emploi y compris intérim (1)				
	Nombre de salariés	Evolution				Nombre de salariés	Evolution			
		Trimestrielle		Annuelle			Trimestrielle		Annuelle	
	en nbre	en %	en nbre	en %	en nbre	en %	en nbre	en %		
Agriculture	17 330	+160	+0,9	+240	+1,4	17 490	+150	+0,9	+230	+1,4
Industrie	168 340	-380	-0,2	+130	+0,1	186 800	-580	-0,3	+310	+0,2
Industrie agro-alimentaire	28 290	-30	-0,1	+240	+0,8	31 200	-10	-0,0	+220	+0,7
Industries extractives, énergie, eau, déchets	11 610	-30	-0,3	+80	+0,7	12 250	-40	-0,3	+40	+0,3
Equipements élec. électron. info., autres machines	22 870	+20	+0,1	+250	+1,1	25 520	+40	+0,2	+180	+0,7
Matériels de transport	21 130	-350	-1,6	-670	-3,1	24 630	-490	-1,9	+30	+0,1
Autres (bois, métallurgie, plasturgie, pharmacie, ...)	84 430	+10	+0,0	+230	+0,3	93 200	-80	-0,1	-150	-0,2
Construction	54 550	-210	-0,4	+140	+0,3	58 850	-260	-0,4	+210	+0,4
Commerce ; réparation auto.	127 580	+90	+0,1	+280	+0,2	130 670	+10	+0,0	+10	+0,0
Services marchands	243 290	+1 650	+0,7	+4 330	+1,8	252 800	+1 440	+0,6	+3 820	+1,5
Transports et entreposage	51 160	+30	+0,1	-70	-0,1	54 840	-50	-0,1	-90	-0,2
Hébergement et restauration	36 030	+230	+0,7	+1 510	+4,4	36 400	+200	+0,6	+1 520	+4,3
Information et communication	9 380	+20	+0,2	+430	+4,8	9 480	+40	+0,4	+450	+4,9
Services financiers	21 280	-10	-0,1	+400	+1,9	21 400	-40	-0,2	+350	+1,7
Services immobiliers	7 160	-30	-0,4	-120	-1,6	7 240	-10	-0,2	-120	-1,7
Services aux entreprises	75 600	+840	+1,1	+1 050	+1,4	80 530	+780	+1,0	+580	+0,7
Services aux ménages	42 680	+560	+1,3	+1 130	+2,7	42 890	+540	+1,3	+1 130	+2,7
Services non marchands	348 460	+820	+0,2	+1 200	+0,3	349 470	+730	+0,2	+1 030	+0,3
Ensemble	959 540	+2 130	+0,2	+6 320	+0,7	996 080	+1 510	+0,2	+5 620	+0,6
dont privé						755 170	+1 210	+0,2	+5 000	+0,7
dont public						240 920	+300	+0,1	+620	+0,3

Champ : emploi salarié total (marchand et non marchand)

Source emploi : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee - Source Intérim : Dares, déclaration sociale nominative (DSN)

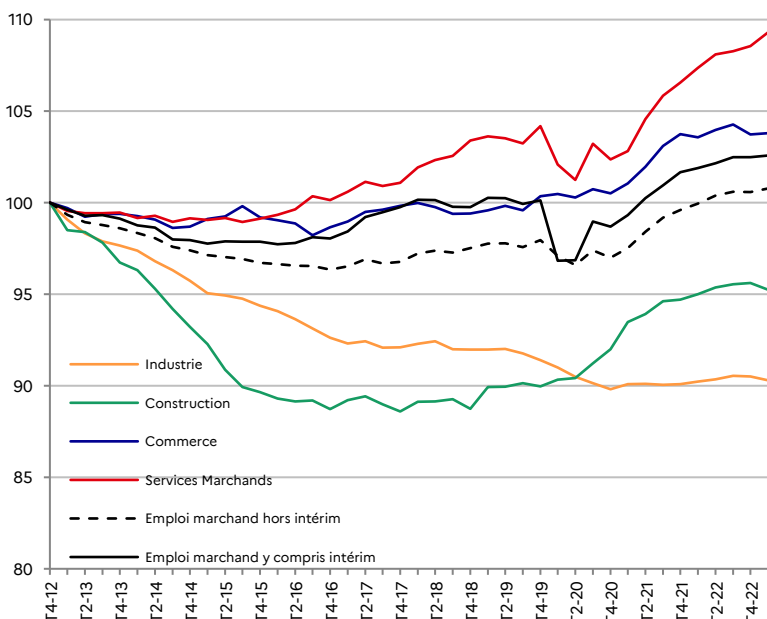
Traitement : Dreets BFC- SESE

(1) Il s'agit des effectifs intérimaires employés par les agences de travail temporaire de la région qui sont affectés dans le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. Cette mission peut être réalisée en dehors ou non du périmètre régional. Cette définition permet notamment de faire le lien avec l'évolution du chômage.

Evolution de l'emploi salarié marchand (hors agriculture)

• dans les secteurs d'activité du département

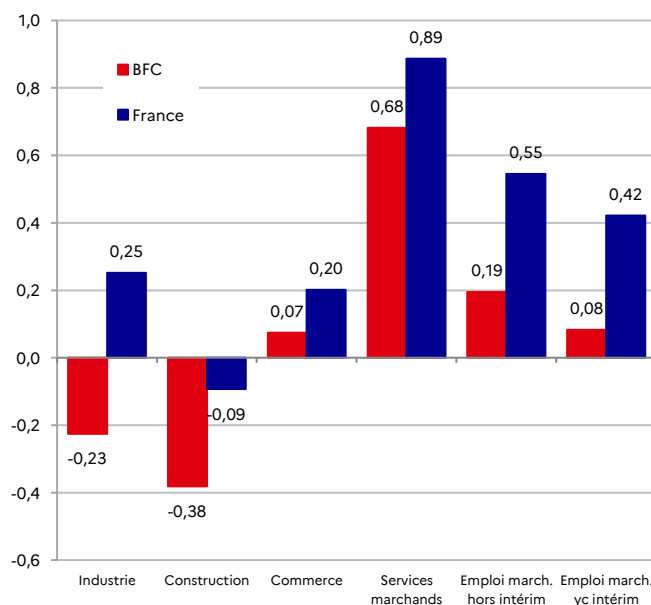
(base 100 au 31/12/2012)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

• dans le département et au niveau régional

(entre le 4^{ème} trim. 2022 et le 1^{er} trim. 2023, en %)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

Le recours à l'intérim

Le travail intérimaire par secteur d'activité utilisateur

Bourgogne - Franche-Comté	Intérimaires en fin de trimestre ⁽¹⁾			Recours à l'intérim ⁽²⁾		Equivalent temps plein en moyenne sur le trimestre ⁽³⁾			Durée moyenne des missions ⁽⁴⁾	
	Nombre	Evolution		Taux (en %)	Evol. annuelle (en points)	Nombre	Evolution		au cours du trimestre (en semaines)	Evolution sur 1 an (en pt)
		Trim. (en %)	Annuelle (en %)				Trim. (en %)	Annuelle (en %)		
1^{er} trimestre 2023 <i>(Données CVS)</i>										
Agriculture	160	-2,6	-2,3	0,9	-0,0	180	+20,0	+12,5	2,3	+0,3
Industrie	18 770	-2,1	0,0	10,0	-0,0	19 030	-0,4	-2,4	2,7	+0,3
Construction	4 700	-4,4	+1,3	7,9	+0,1	4 720	+0,6	-0,6	3,3	+0,2
Commerce	3 020	-4,0	-5,8	2,3	-0,1	3 150	-1,3	-5,7	1,7	+0,1
Services	10 180	-2,2	-7,2	4,0	-0,4	10 600	-3,5	-8,5	1,3	-0,2
Ensemble	36 830	-2,6	-2,4	5,7	-0,2	37 680	-1,2	-4,2	2,1	+0,1

Note : Il s'agit des effectifs intérimaires présents dans les établissements utilisateurs du département, qu'ils résident ou non dans le département. Cette définition permet d'appréhender l'intérim comme un indicateur avancé de la situation économique des établissements du département et des grands secteurs d'activités.

(1) moyenne du nombre de contrat en cours pendant cinq jours ouvrés en fin de trimestre. L'effectif intérimaire est corrigé de la multi-activité.

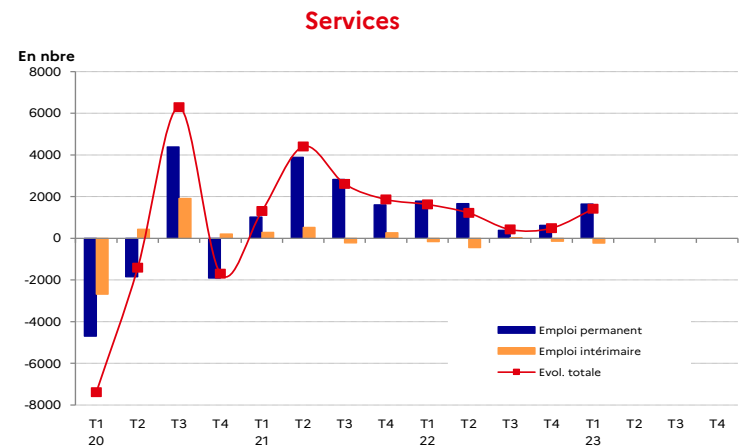
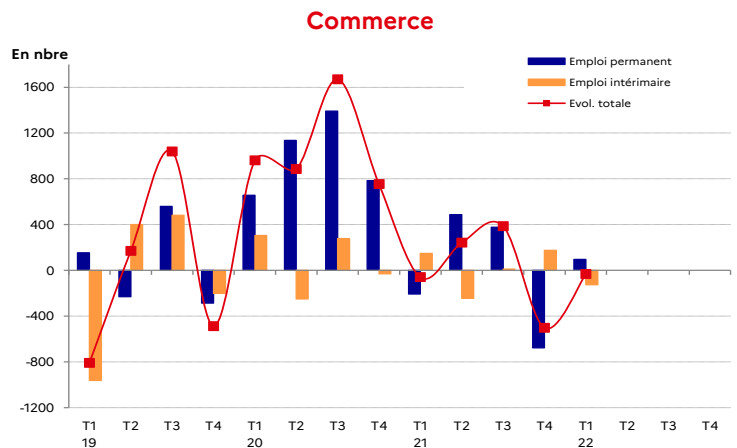
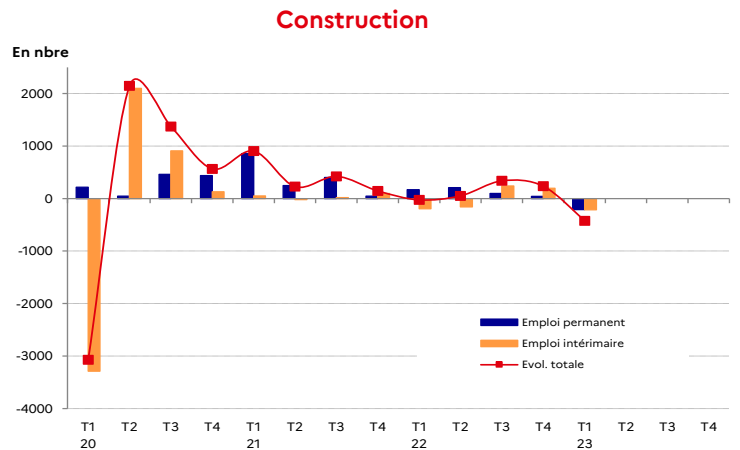
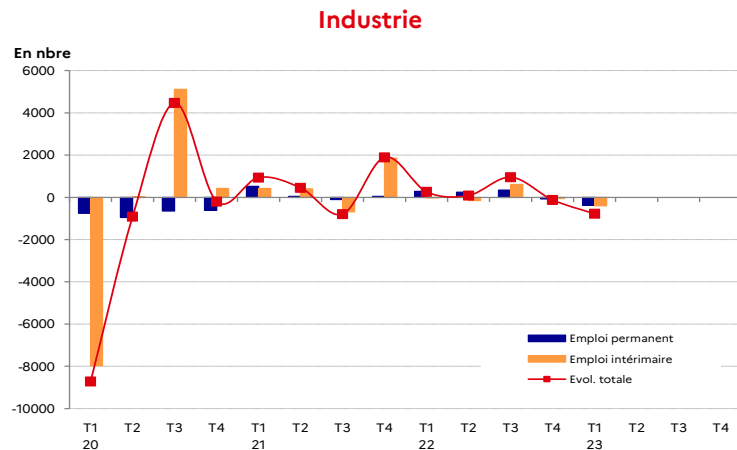
(2) le taux de recours à l'intérim désigne le rapport des intérimaires à l'emploi salarié (Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee) y compris intérim, en fin de trimestre.

(3) l'équivalent temps plein mesure un volume de travail en intérim en rapportant le nombre de semaines travaillées par les intérimaires au nombre de semaines ouvrées d'un trimestre. Il s'agit d'une moyenne sur le trimestre, contrairement au nombre d'intérimaires qui est en fin de trimestre.

(4) moyenne de la durée des missions dont la date de fin appartient au trimestre.

Sources : Dares, déclaration sociale nominative (DSN) et fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Evolution de l'emploi salarié et de l'intérim par secteur d'activité



Note : Ces graphiques représentent

- l'évolution de l'emploi salarié marchand (en nombre) --> courbe rouge
 - et sa décomposition entre emploi permanent (hors intérim, bâton en bleu) et intérim mesuré à l'établissement utilisateur (bâton en orange)
- Sources : Acooss-Urssaf/Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

L'emploi frontalier

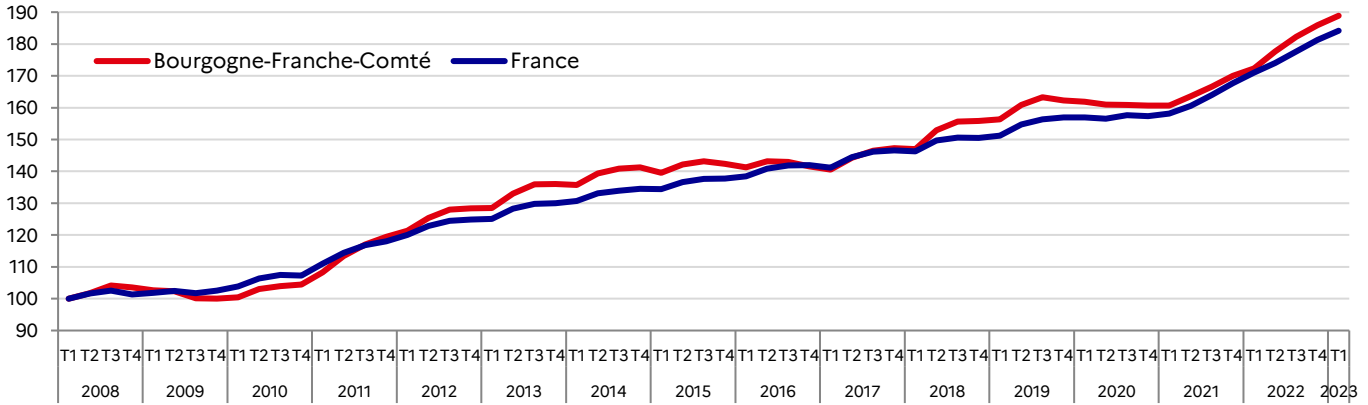
Nombre de travailleurs frontaliers dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

1 ^{er} trimestre 2023	Actifs occupés RP 2020	Emploi salarié (y compris intérim)					Travailleurs frontaliers (vers la Suisse)				
		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle	
					en nbre	en %				en nbre	en %
Côte d'Or	249 510	220 740	22,2	+0,4	+2 870	+1,3	195	0,4	+2,1	+27	+16,1
Doubs	253 357	199 720	20,1	-0,1	+620	+0,3	31 721	71,2	+1,4	+2 573	+8,8
Jura	116 657	87 890	8,8	+0,1	+450	+0,5	7 456	16,7	+2,1	+711	+10,5
Nièvre	80 740	64 300	6,5	+0,0	-230	-0,4	15	0,0	+7,1	0	0,0
Haute-Saône	104 863	70 120	7,0	+0,5	+340	+0,5	638	1,4	+0,3	+83	+15,0
Saône-et-Loire	238 970	192 830	19,4	+0,2	+1 470	+0,8	215	0,5	+2,9	+13	+6,4
Yonne	145 687	110 530	11,1	+0,1	-150	-0,1	25	0,1	-3,8	+1	+4,2
Territoire de Belfort	64 451	49 960	5,0	-0,3	+260	+0,5	4 261	9,6	+2,4	+495	+13,1
BFC	1 254 237	996 080	100,0	+0,2	+5 620	+0,6	44 526	100,0	+1,6	+3 903	+9,6

Sources : INSEE - RP 2020; Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee (données CVS) ; Office Fédéral de la Statistique

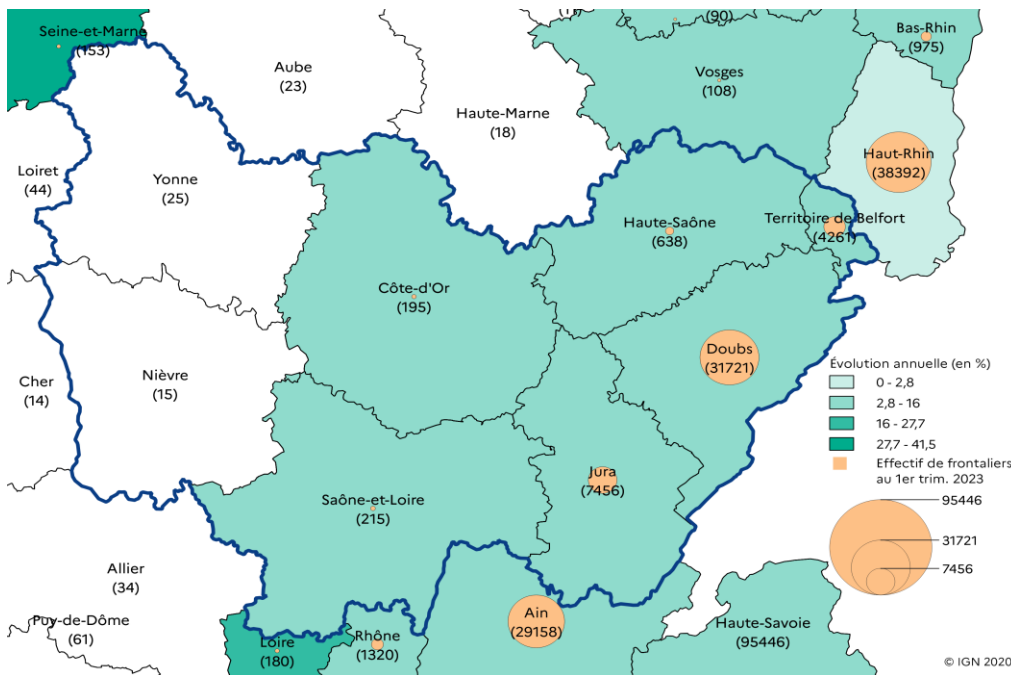
Evolution du nombre de travailleurs frontaliers résidant en Bourgogne-Franche-Comté ou en France et travaillant en Suisse

(Indice base 100 au 1er trim. 2008)



Source : OFS

Travailleurs frontaliers (vers la Suisse) en volume et en évolution sur un an



Lecture : L'emploi frontalier vers la Suisse a augmenté de +8,8 % dans le Doubs. Ce département comptabilise 31 721 travailleurs frontaliers vers la Suisse.

Champ : Départements pour lesquels l'emploi frontalier vers la Suisse est supérieur à 100 personnes.

Source : Office Fédéral de la Statistique

Les prestations de solidarité et d'insertion

Nombre de foyers allocataires dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

1 ^{er} trimestre 2023	RSA		Prime d'activité		AAH		ASS (au 4T 2022)	
	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle
<i>données brutes provisoires</i>								
Côte d'Or	9 840	-1,1	38 917	+4,9	8 643	+4,1	1 520	-18,0
Doubs	12 377	-2,2	34 093	+3,3	10 370	+1,7	1 697	-18,7
Jura	3 530	-4,7	16 077	+4,9	5 313	+4,1	623	-25,2
Nièvre	5 650	-1,3	14 167	+3,6	6 307	+1,8	773	-18,3
Haute-Saône	3 957	-4,4	15 593	+3,8	5 570	+4,9	943	-15,8
Saône-et-Loire	10 260	+1,1	37 673	+3,6	12 110	+4,8	1 983	-14,4
Yonne	8 770	-0,8	23 727	+2,1	7 693	+1,4	1 197	-20,2
Territoire de Belfort	4 277	-2,5	9 927	+4,1	2 427	+4,0	657	-19,9
BFC	58 660	-1,5	190 173	+3,8	58 433	+3,3	9 393	-18,2

* Moyenne trimestrielle.

- RSA (Revenu de Solidarité Active) et prime d'activité :

Champ : France, tous régimes (Cnaf et MSA). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire pour les données de la Cnaf et sur son lieu de résidence pour les données de la MSA.

- AAH (Allocation aux Adultes Handicapés) :

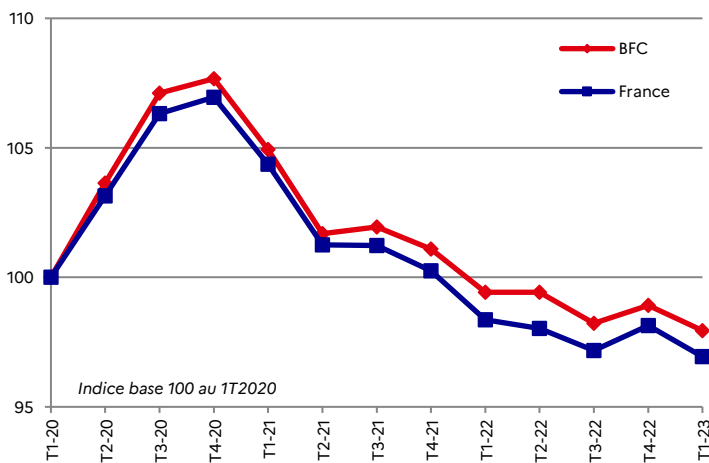
Champ : France, Cnaf (97 % des allocataires de l'AAH relèvent des Caf). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire.

- ASS (Allocation de Solidarité Spécifique) :

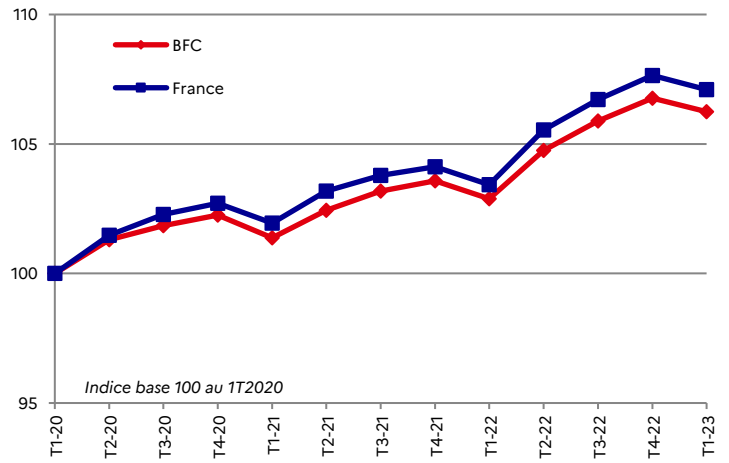
Champ : France. La localisation géographique s'appuie sur le lieu de résidence de l'allocataire.

Sources : Cnaf, Allstat FR6 et FR2, traitements DREES ; MSA ; Pôle emploi, FNA.

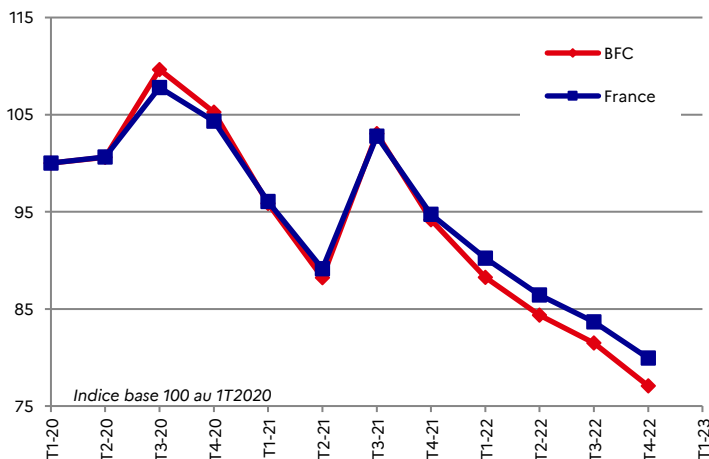
Nombre de foyers bénéficiaires du RSA



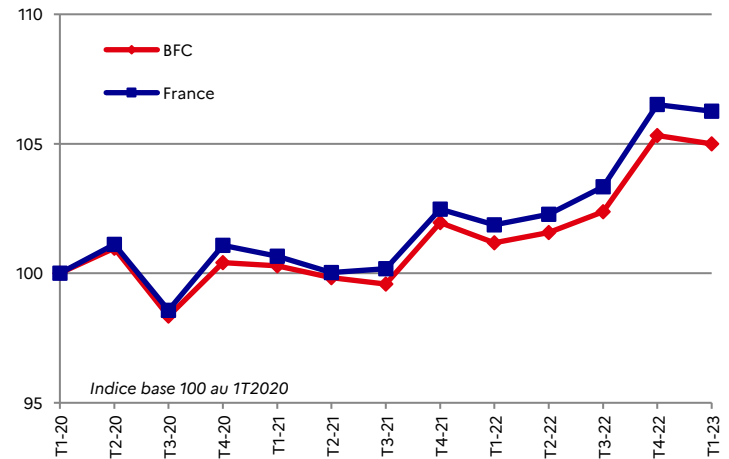
Nombre d'allocataires de l'AAH



Nombre d'allocataires de l'ASS



Nombre de foyers bénéficiaires de la prime d'activité



Les données départementales

Les demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO	Côte d'Or	Doubs	Jura	Nièvre	Hte-Saône	Saône-et-L.	Yonne	T.de Belfort	BFC
DEFM Cat. A - 2^{ème} Trim. 23	17 960	20 980	7 810	6 440	8 000	19 400	12 240	6 730	99 570
Variation (en %) sur 1 Trim.	-0,2	+1,8	-0,5	-3,4	+0,4	-0,3	-0,2	+2,7	+0,2
Variation (en %) sur 1 an	-1,5	-3,7	+0,5	-4,5	-5,9	-2,3	-1,4	-1,2	-2,5
Hommes	9 140	11 230	4 090	3 430	4 030	9 790	6 400	3 560	51 670
Femmes	8 820	9 750	3 720	3 010	3 970	9 620	5 840	3 170	47 900
<25 ans	2 440	2 900	1 100	980	1 180	2 670	1 740	1 020	14 040
25-49 ans	10 640	12 460	4 380	3 480	4 440	10 600	6 950	3 900	56 850
>50 ans	4 880	5 620	2 330	1 980	2 380	6 130	3 550	1 810	28 680
DELD (Cat. A, B, C)	16 700	17 470	6 950	5 300	7 180	18 330	10 290	5 170	87 400
Taux de chômage 1 ^{er} Trim. 23	5,5	6,3	5,2	6,7	6,1	6,3	6,7	8,0	6,2

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares ; Insee

Les difficultés d'entreprises

	Côte d'Or	Doubs	Jura	Nièvre	Hte-Saône	Saône-et-L.	Yonne	T.de Belfort	BFC
Défaillances 2^{ème} Trim. 23									
Nbre ouvertures procédures	89	77	39	29	33	87	47	23	424
Evolution annuelle (en %)	+6,0	+26,2	+11,4	-12,1	+65,0	-8,4	-11,3	+91,7	+7,9
Trav. Temporaire 1^{er} Trim. 23									
Effectifs	6 640	8 030	3 600	1 690	3 300	7 280	4 620	1 690	36 830
Evol./trim. précédent (en %)	-4,5	-5,5	-3,7	-0,7	+1,5	-2,5	+1,0	+2,5	-2,6
Activité Partielle 1^{er} Trim. 23									
Nbre d'heures consommées	32 531	110 279	75 694	25 094	34 827	51 644	12 972	41 612	384 652
Evol./trim. précédent (en nbre)	-8 684	-77 645	+23 685	+7 643	-1 877	-11 875	-1 862	-6 095	-77 711

Sources : Défaillances : Société ALTARES-BODACC ; Travail temporaire : DARES (DSN) et Pôle emploi ; Activité partielle : DARES/Dreets BFC

Les politiques d'emploi

Données provisoires	Côte d'Or	Doubs	Jura	Nièvre	Hte-Saône	Saône-et-L.	Yonne	T.de Belfort	BFC
PEC 2^{ème} Trim. 23	124	149	82	57	101	165	117	47	842
Cumul 2023	222	279	144	129	210	293	231	99	1 607
PACEA 2^{ème} Trim. 23	452	416	124	221	301	511	192	205	2 422
Cumul 2023	817	777	256	369	562	1 072	397	425	4 675
IAE 4^{ème} Trim. 22	320	393	319	168	186	387	339	98	2 210
Cumul 2022	1 543	1 819	1 273	777	748	1 817	1 582	543	10 102
Apprentissage 1er Trim. 23	355	333	122	88	73	245	124	54	1 394
Cumul 2023	355	333	122	88	73	245	124	54	1 394

Sources : CAE-PEC : DGEFP ; PACEA : I-Milo et DGEFP ; IAE : ASP, traitement DARES ; Apprentissage : DARES-Système d'information sur l'apprentissage (SIA) - Tous secteurs

Les effectifs salariés dans les grands secteurs d'activité

Emploi salarié total (marchand et non marchand)

1 ^{er} Trim. 2023	Côte d'Or	Doubs	Jura	Nièvre	Hte-Saône	Saône-et-L.	Yonne	T.de Belfort	BFC
Agriculture :									
Effectif	4 960	1 720	1 550	1 250	1 340	3 440	2 950	110	17 330
Evol./trim. Précédent	+0,2	-0,0	+1,3	-0,7	+0,5	+4,4	-0,4	-1,1	+0,9
Industrie :									
Effectif	26 550	39 070	19 250	8 410	15 570	34 170	17 870	7 450	168 340
Evol./trim. Précédent	-0,3	-0,2	-0,3	-1,3	-0,0	-0,3	+0,3	-0,2	-0,2
Construction :									
Effectif	12 640	10 030	5 510	3 190	3 660	11 550	5 790	2 190	54 550
Evol./trim. Précédent	+0,4	-0,8	+0,3	-0,3	-0,6	-0,7	-0,9	-1,3	-0,4
Tertiaire (y compris intérim) :									
Effectif	176 590	148 900	61 580	51 460	49 540	143 680	83 920	40 210	755 870
Evol./trim. Précédent	+0,5	-0,0	+0,2	+0,3	+0,7	+0,3	+0,2	-0,2	+0,3
Total :									
Effectif	220 740	199 720	87 890	64 300	70 120	192 830	110 530	49 960	996 080
Evol./trim. Précédent	+0,4	-0,1	+0,1	+0,0	+0,5	+0,2	+0,1	-0,3	+0,2

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee - données CVS